Survivront-ils aux krachs et aux abus ?

6 millions d'actionnaires à rassurer

Finie l'esbrouffe, vive le bon sens paysan ! Les Français sont de retour à la Bourse de Paris, plus concernés, plus informés, moins naïfs. Attention à ne pas les décevoir. Sinon, gare aux retours de bâton.

Une Bourse périodiquement frappée par le mal de cœur, les cours des deux dernières privatisées qui chavirent, Eurotunnel qui coule, Pinault qui saborde les minoritaires de La Redoute, André Rousselet hissant le pavillon noir des petits porteurs : la France mène ses petits actionnaires dans de drôles de bateaux. Question d'habitude, direz-vous. Pas si sûr. Certes, de Gaulle méprisait publiquement la Bourse, Edith Cresson n'en avait « rien à cirer », l'establishment a toujours traité avec condescendance la « veuve de Carpentras », et le capitalisme populaire reste en France une belle idée qui n'a qu'un seul problème : le peuple. Mais pourtant, sans le savoir, notre pays compte aujourd'hui plus de 6 millions d'actionnaires. Des vieux, des jeunes, des PDG, des mères au foyer, des ingénieurs, des musiciens, mais aussi des vignerons, des marins... Bref, près d'un Français sur sept (un contribuable sur trois) est un adepte de la corbeille. Sans même comptabiliser les détenteurs de sicav. Aurions-nous imaginé un jour qu'il y aurait dans l'Hexagone presque autant de petits porteurs que de turfistes ? Les Français savent-ils que leur beau pays détient la première organisation mondiale de militants de la Bourse, avec ses 15 000 clubs d'investissement ? Comparé à nos 22 000 clubs de foot, le boursicotage devient presque un sport national.

Flatté, courtisé, le petit porteur redevient, dès que les enjeux sont importants, un pion sur l'échiquier capitalistique. Il est alors encore superbement ignoré. Pourtant, comme en amour, rien n'est plus dangereux qu'un espoir déçu. Surtout lorsque l'amant éconduit possède près du tiers des entreprises cotées et pèse, bon an mal an, 800 milliards de francs. Or, culturellement, il est indéniable que le phénomène demeure fragile. Qui sont-ils ? Le seul portrait-robot existant reste encore très stéréotypé. La dernière enquête en date, menée par la Sofres pour le compte de la Commission des opérations de Bourse (COB) et de la Société des Bourses françaises (SBF) fin 1992 auprès de 6 000 compatriotes, montre que le petit porteur a majoritairement plus de 55 ans (57 %), qu'il habite dans une ville de plus de 100 000 habitants (55 %) et qu'il est inactif (53 %). Mais cette description est mise à mal aujourd'hui par les récentes privatisations. Selon une étude confidentielle menée par Rhône-Poulenc pour connaître ses 3 millions de nouveaux propriétaires, ces derniers appartiennent plus à la catégorie jeunes actifs bien portants qu'à celle des retraités de la Côte : les moins de 34 ans sont près d'une fois et demie plus nombreux que dans l'étude de 1992 (21 % contre 14,9 %), et près d'un acheteur d'actions sur trois est dans la tranche d'âge 35-49 ans. Par rapport à cette précédente étude, deux fois plus de cadres ont répondu à l'appel du groupe chimique (21 % contre



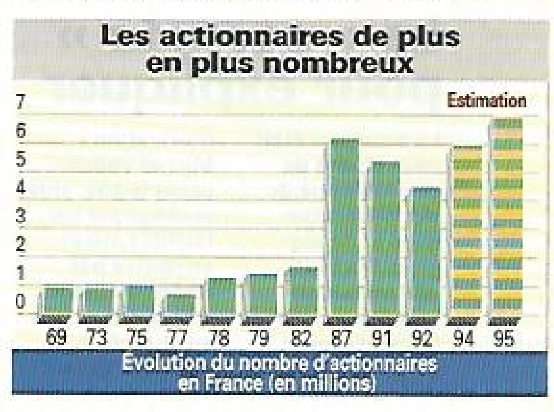
Les clubs d'investissement (ici, au lycée agricole de Nîmes) : trois fois plus de jeunes qu'il y a 10 ans.

La Bourse pour tous



A gauche, Jean-François Dehecq, PDG d'Elf-Sanofi.

Tout le monde s'y met, les vieux, les jeunes, les « intellos », les manuels. Bientôt, avec les privatisations (ci-contre, tour de France d'Elf), ils seront 7 millions à cultiver leurs actions. La Bourse s'enracine dans l'esprit des Français.



Guy Loréal, 63 ans,
technicien maritime en retraite



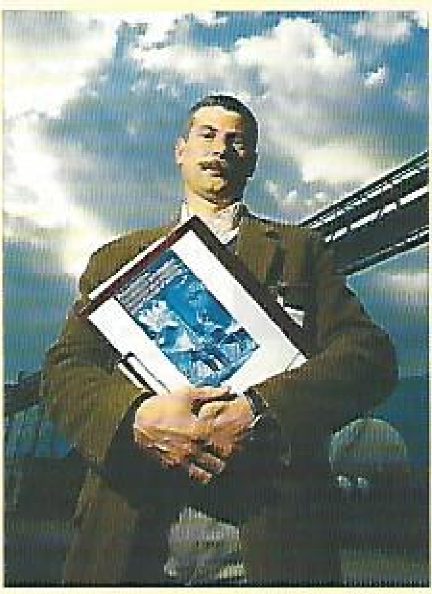
PHOTOS DIAPHANE

Garder le pied marin

Guy Loréal est un vieux loup de mer. La Bourse ne lui fait pas plus tourner la tête que les sirènes des grands fonds. Il y a vingt-cinq ans, il naviguait beaucoup sur les lignes africaines et plaçait son trésor en louis d'or. En 1979, il en possède 100. Quand le choc pétrolier fait flamber leur cours, il les vend. Et, comme René Monory vient de créer le compte d'épargne en actions (CEA), qui présente des avantages fiscaux, Guy Loréal y réinvestit ses économies. Salarié de Delmas depuis 1949, il profite de l'introduction de l'entreprise sur le second marché pour acheter cent actions. En 1991, Vincent Bolloré lance une OPA et les lui rachète trois fois plus cher ! Guy Loréal s'occupe sérieusement de ses actions. Suivre la Bourse lui permet de mieux comprendre un environnement économique qui le préoccupe à propos de ses enfants. Guy Loréal n'est pas un marin pour rien, il déteste perdre pied.

Michel Vallon, 45 ans,
contremaître chez Rhône-Poulenc

La « compta » pour expliquer



La Bourse n'était pas l'affaire de ce passionné de ski, de randonnées et de jogging. Surtout, elle restait un mot tabou, synonyme d'argent « mal gagné ». Avec un père imprimeur, une mère couturière et un BTS de mécanique décroché à Montbéliard, son univers ne s'y prêtait guère. Et puis, Rhône-Poulenc, l'entreprise où il travaille depuis presque vingt-cinq ans, a été privatisé. Le choc. Mais quelle motivation ! Michel Vallon saute le pas, aidé, soulagé par les facilités mises en œuvre par Rhône-Poulenc. « Ils ont tout pris en charge et nous ont garanti, en cas de chute du titre, le taux de la Caisse d'épargne », explique-t-il. Exit la peur de montrer son ignorance du monde boursier, on lui a mâché le travail, avec trois bureaux ouverts pour les équipes de jour comme de nuit et cinq ou six personnes de la « compta » pour expliquer. Rassuré par l'impression de sécurité financière, il avoue ne pas suivre les soubresauts de la Bourse. Il a confiance. Peut-être que son prochain placement sera... des actions.

11,8 %), et trois fois plus d'ouvrier (12 % contre 4,2 %). Autre nouveauté la démocratisation fait ses débuts au Palais Brongniart (voir sondage page 77) Déjà en 1992, 49 % des acheteurs appartenaient à des foyers dont le revenu annuel était inférieur à 200 000 francs.

Mais qui peut dire que ces revenants ou ces nouveaux adeptes ne sont pas une volée de moineaux prêts à s'envoler au moindre coup de fusil ? Ou une escouade de corbeaux attirés par la « prime Balladur », cet argent empoché en achetant des actions revendues aussi sec ? L'histoire ne va-t-elle pas se répéter ? Après l'euphorie des premières privatisations en 1987, la Bourse de Paris a connu une hémorragie, perdant 1,7 million de ses actionnaires. En à peine cinq ans, leur nombre a chuté de 6,2 à 4,5 millions.

Aujourd'hui, les Français s'intéressent de plus en plus jeunes à la Bourse

Certains signes donnent de bonnes raisons d'espérer. Tout d'abord, un indéniable rajeunissement. Le simple fait d'avoir des Français qui, de plus en plus tôt, s'intéressent à la Bourse ne peut qu'inoculer plus longuement le sérum boursier dans leur esprit. « Au plus haut des monétaires, l'érosion des petits porteurs nous a fait peur, reconnaît Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises. Mais l'actionnariat se renouvelle complètement avec les privatisations, et c'est une chance historique. Nous voyons arriver des jeunes sans idées reçues qui sont plus en phase avec la Bourse moderne et l'utilisation des nouveaux outils, par exemple le Minitel. » Ensuite, et c'est sans doute là que reposent tous les espoirs, les motivations semblent plus profondes. Moins paillettes façon *golden boy*, plus bon sens paysan, la Bourse n'est plus un jeu. Ses spécificités sont mieux comprises.

Ainsi, tous les excès qui faisaient la une des journaux ont disparu des rotatives. Les enfants surdoués qui spéculaient à la maternelle sont sortis de l'arène. « Au collège, ils étaient vraiment trop jeunes, explique Claude Fournier, responsable de l'opération Challenge Bourse dans le Gard. En seconde, ils sont perturbés par leur arrivée dans ces grandes classes, et en terminale ils passent leur bac. Restait la première, car il est essentiel de bien faire passer le message pour qu'ils le gardent en mémoire. » Depuis six ans, avec l'appui du Crédit agricole, près de 1 500 lycéens participent *Suite page 7*

UN SONDAGE EXCLUSIF DE LA SOFRES POUR «L'EXPANSION»

La Bourse devient le meilleur placement en dépit des réticences

Si les préjugés des Français sont loin d'avoir disparu, la Bourse sort tout de même renforcée de notre sondage, par rapport à d'autres placements pourtant réputés moins risqués.

La complexité du jeu boursier...

Diriez-vous qu'aujourd'hui la Bourse est	
Réservée à des initiés	63 %
Accessible à la plupart des Français	32 %
Sans opinion	5 %

Les appels au peuple n'y font rien : l'image de la Bourse a du mal à se démocratiser. Malgré tout, les Français sont 32 % à juger qu'elle est accessible même à ceux qui n'appartiennent pas au monde de la finance, et ce quelle que soit la taille du portefeuille. Cette proportion monte à 53 % parmi ceux qui ont déjà un portefeuille boursier. Comme quoi il n'y a que le premier pas qui coûte.

... et ses risques restent des préjugés tenaces

Diriez-vous qu'aujourd'hui la Bourse est	
Un jeu risqué	65 %
Un bon moyen de faire fructifier son épargne	25 %
Sans opinion	10 %

A l'inverse de ce qu'on avait vu en 1986, les aléas boursiers sont dorénavant intégrés dans les mentalités. Pourtant, un sondé sur quatre voit dans la Bourse un bon moyen d'épargner. Ce chiffre est important, notamment par rapport au débat sur la retraite par capitalisation. La preuve : 32 % des commerçants, artisans et industriels s'en remettent aux actions pour assurer leurs vieux jours.

Bourse : un argent utile

Pensez-vous que pour l'économie le développement de la Bourse est :	Rappel Juin 1986	Rappel Avril 1989	Février 1994
Plutôt souhaitable	51 %	47 %	44 %
Plutôt dangereux	16 %	27 %	27 %
Sans opinion	33 %	26 %	29 %

Deux krachs successifs, en 1987 et en 1989, ont modifié l'avis des Français sur l'utilité de la Bourse. Toutefois, signe encourageant, chez les jeunes de 25 à 34 ans, 50 % jugent favorablement le développement du marché boursier. Quant au camp de ses détracteurs, il reste globalement stable : 27 % aujourd'hui tout comme en 1989. Mais ils n'étaient que 16 % en 1986, à l'apogée de la décennie de l'« argent facile ».

Privatisations : pas très prisées et suspectées d'accroître les inégalités

Privatiser n'a eu aucun impact sur les sceptiques, ni dans un sens ni dans l'autre. Ils sont toujours 79 % (comme dans le sondage réalisé par *La Vie française* en novembre dernier) à ne pas être tentés par les privatisations. Plus inquiétant : en novembre, ils étaient 17 % à envisager d'acheter des actions de privatisées. Ils ne sont plus que 11 % aujourd'hui, soit un tiers de moins. Seul 5 % d'entre eux en ont acheté et en redemandent.

Quelle est votre attitude à propos des actions de sociétés privatisées ou privatisables ?	
J'en ai acheté et j'envisage d'en acheter d'autres	5 %
J'en ai acheté mais je n'envisage pas d'en acheter d'autres	7 %
Je n'en ai pas encore acheté et j'envisage d'en acheter	6 %
Je n'en ai pas encore acheté et je n'envisage pas d'en acheter	79 %
Sans opinion	3 %

Pensez-vous qu'avec les privatisations...	
... il va y avoir une augmentation des inégalités entre ceux qui peuvent se constituer un patrimoine et les autres ?	55 %
... un grand nombre de Français même de revenus modestes peuvent accéder à la Bourse ?	32 %
Sans opinion	13 %

L'image du capitalisme populaire en prend un coup. Selon 55 % des Français (81 % chez les communistes et plus de 40 % à droite), les inégalités de revenus vont augmenter avec les privatisations. Ceux d'un avis contraire sont minoritaires (mais atteignent 44 % chez les agriculteurs et ceux qui travaillent à leur compte).

Hiérarchie des placements : la Bourse plutôt que les sicav monétaires

Les placements suivants sont-ils...	Plus intéressants	Moins intéressants	Indice d'intérêt (1)	Ni plus, ni moins intéressants	Sans opinion
Les emprunts d'Etat, les obligations	28 %	23 %	+ 5	13 %	36 %
L'achat d'actions en Bourse	26 %	25 %	+ 1	15 %	34 %
Les sicav monétaires	21 %	39 %	– 18	9 %	31 %
L'immobilier	27 %	45 %	– 18	11 %	17 %
Le Livret A	16 %	47 %	– 31	18 %	19 %

(1) Solde des réponses positives et négatives

Paradoxalement, les placements boursiers sont les seuls à avoir un indice d'intérêt positif, de + 1 % pour les actions et de + 5 % pour les obligations. Traditionnel chouchou tricolore, l'investissement dans la pierre s'effrite : près d'un Français sur deux n'y croit plus (45 %), et son indice de désintérêt atteint – 18 %. Une très forte désaffection continue d'accabler le Livret A (indice de désintérêt de – 31 %), et les sicav monétaires sont également délaissées (– 18 %).

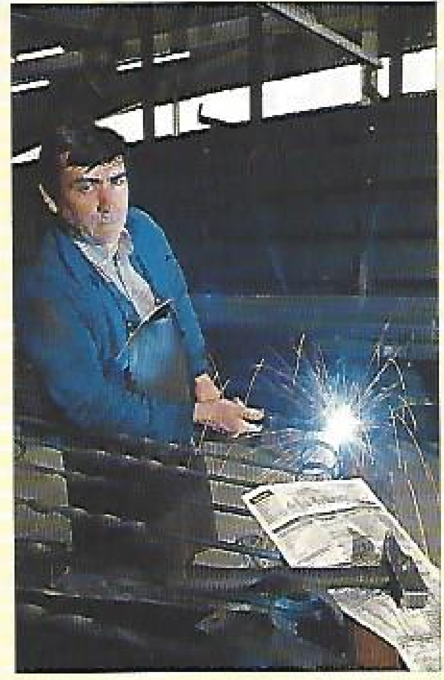
LA MÉTHODE DE L'ENQUÊTE

Sondage réalisé par la Sofres pour *L'Expansion* du 4 au 7 février 1994 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile par le réseau des enquêteurs de la Sofres. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Jean-Pierre Brun, 45 ans,
forgeron à Castelnau-de-Médoc

Se serrer les coudes

Son père était maréchal-ferrant, et, à 17 ans, Jean-Pierre Brun part apprendre le métier avec les compagnons du Devoir. Méthodique et amoureux du travail bien fait, il crée en 1972 sa petite entreprise de ferronnerie d'art, qui emploie aujourd'hui une douzaine de personnes à la lisière de la forêt landaise. Toujours attentif à la nouveauté, il achète ses premières actions en 1986. A l'époque, le boom du second marché aiguise sa curiosité. Il se sent beaucoup plus proche des petites affaires avec des métiers bien définis. Posé, habité d'une certaine éthique, Jean-Pierre ne veut surtout pas acheter sans comprendre. Disséquer les mécanismes de la Bourse le passionne. Chez les compagnons, il a aussi acquis l'esprit d'équipe. Tous les mois, Jean-Pierre Brun retrouve ses amis du club d'investissement « L'entre-côtes », dans l'arrière-boutique du Crédit agricole de Castelnau-de-Médoc. Les membres du club sont les représentants hétéroclites de la population locale : quatre vignerons, un menuisier, un professeur de maths, deux ingénieurs, un gendarme en retraite, un maire adjoint... et l'épouse du banquier. Souvent, pour justifier le nom du club, ils poursuivent leur réunion par un dîner où l'on partage une pièce de bœuf grillée sur des sarments de vigne.



DAHMANE

chaque année à ce Challenge Bourse. Le Crédit industriel de l'Ouest (CIO) mène une expérience comparable en Bretagne, avec une cinquantaine de clubs de jeunes, dont 35 parrainés par des entreprises de la région. Au total, la proportion des clubistes de moins de 20 ans a été multipliée par trois entre 1982 et 1993. S'ils se détournent ensuite de la Bourse pour des raisons financières – quand ils commencent à s'installer dans la vie –, leur retour n'en est que plus impressionnant. « Nous assistons à un raz de marée des 30-35 ans qui commencent à avoir de l'épargne et n'ont connu jusqu'ici que le règne des sicav monétaires, explique Alain Thireau, responsable de l'animation du réseau au CIO. Du coup, aux Journées Investir de décembre, nous avons enregistré 100 demandes de création de clubs d'investissement en trois jours. »

Chez leurs aînés, les motivations portent davantage le sceau de la crise. Peur du chômage, fragilité de la retraite, soucis pour l'avenir des enfants, l'heure n'est plus à la spéculation. Certes, on n'en est pas encore à fermer les yeux sur la prime Balladur, mais il reste in fine toujours un noyau de fidèles. Dans l'enquête officielle de 1992, près d'un adepte du placemen[t en] actions sur deux avouait rechercher u[n] complément de revenu pour la retrait[e,] un sur trois constituait un patrimoine pou[r] les héritiers, un sur cinq prévoyait le fi[-] nancement d'un investissement futur (au[-] tomobile, appartement...). Seuls 1 % [y] voyaient un jeu, et 6 % une porte sur l[e] monde fascinant de la spéculation.

Du coup, dans les décisions d'achat l'i[r]rationnel a de moins en moins sa plac[e.] L'approche de « proximité » a remplac[é] le saut dans l'inconnu. « Nous avon[s] acheté NRJ parce qu'on l'écoute e[t] Pernod-Ricard parce qu'on en boit », explique Brigitte Kempeneers, l'une de[s] représentantes féminines du club d'inve[s-] tissement « L'entre-côtes », à Castelnau[-] de-Médoc. Ses achats de prédilection : l[es] biens de consommation. Logique, pou[r] des mères de famille. Même réflexe ch[ez] Agnès Lefèvre, stagiaire au service d[e] communication d'Elf-Aquitaine, à Nan[-] tes : « Comme je n'ai pas beaucoup d'a[r-] gent à placer, j'ai acheté des actions UA[P] parce que mon père y travaillait. Là, j'[ai] acheté cinq Elf avec mes indemnités d[e] stage. » Ce besoin de pouvoir appréhen[-] der, de sentir, de connaître, est clairemen[t] un des moteurs de la réussite des priva[-] tisations. Déjà 80 % des salariés frança[is] d'Elf-Aquitaine ont acheté des actions d[e] leur entreprise, 83 % chez Rhône-Pou[-] lenc et 92 % à la BNP. « Il faut que l[es] gens épousent leur entreprise, n'hésit[e] pas à dire Jean Saint-Geours, préside[nt] de la COB. S'ils ont cédé aux sirènes d[e] leur banquier, c'est que, dans le fond, [ils] n'étaient pas intéressés. »

A preuve, le témoignage de Michel Va[...] lon, 45 ans, adjoint du contremaître prin[-] cipal à l'atelier TDI de *Suite page 8[...]*

Ne pas investir sans connaître

Le nouveau leitmotiv des actionnaires est de s'informer. La solution ? Les clubs d'investisseurs, les points Bourse ou les réunions d'actionnaires.



15 000 clubs d'investisseurs (ici, lycée de la Camargue, à Nîmes).

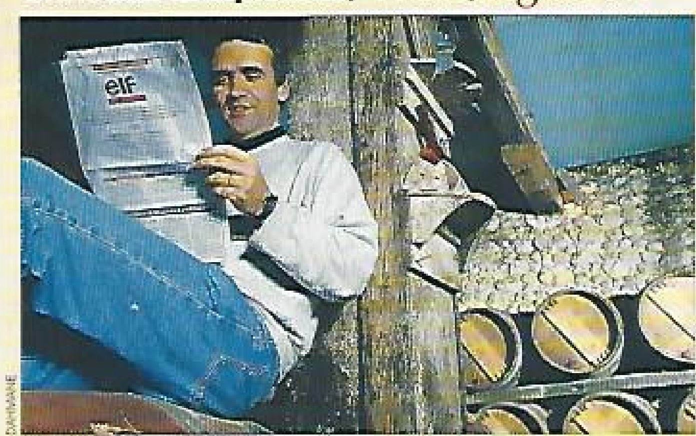


1 850 personnes à Nante[s ...] la privatisation d'Elf.



180 points Bourse (ici, au CIO de La Baule) et 800 écrans Chronoval installé[s] dans les agences bancaire[s].

Christian Braquessac, 44 ans, *vigneron*



DAHMANE

Entreprendre, même modestement

Christian Braquessac n'est pas le genre de personnage que l'on s'attend à croiser à la Bourse. Son grand-père avait pourtant des actions, à la fin des années 50. Il se souvient qu'en rentrant de la vigne le patriarche écoutait France Inter pour suivre l'évolution de la Bourse et prenait des notes dans un cahier. Tout le monde se sentait impliqué quand il gagnait de l'argent avec Rio Tinto et l'Union minière du haut Katanga, ou quand il en perdait avec Bull. A l'époque, Christian n'avait pas la tête à s'occuper de placements boursiers. Volontiers provocateur, il ne cache pas les idées anarchistes qu'il cultivait en 1968. Mais le courage et la générosité l'emportent. Après avoir monté une opération « boîtes de lait pour l'Inde », il rachète 1 hectare de vignes qu'il développe à la force des bras. Aujourd'hui, il en possède 14 et multiplie les diversifications : un commerce pour son épouse et une entreprise d'entretien de vignes qui emploie 28 personnes en formation-réinsertion. C'est pour les mêmes raisons qu'il s'intéresse aux actions. Actionnaire d'une société, il apporte sa pierre à l'édifice. Il sait qu'il n'a pas de pouvoir réel, mais il se sent l'âme d'un modeste entrepreneur.

l'usine Rhône-Poulenc du Pont-de-Claix, dans la banlieue de Grenoble. Il est encore tout perturbé de comprendre pourquoi il a osé passer outre à ce tabou que représentait la Bourse à ses yeux. A la BNP, selon une enquête qualitative réalisée par BVA, non publiée, la principale motivation d'achat pour 61 % des actionnaires était d'être client de la banque. Avant la privatisation, les acheteurs potentiels avouaient ne rechercher qu'un bénéfice financier (63 %).

Troisième lame de fond : le niveau de connaissance des actionnaires. A long terme, c'est la culture économique qui conditionne la fidélité des petits épargnants. Les ignorants risquent de s'enfuir dégoûtés à la moindre baisse, tandis que les plus informés savent garder leur sang-froid. Jusqu'à présent, le constat est plutôt sévère. Le tout dernier rapport du Conseil économique et social sur l'information des épargnants révèle que seuls 41 % d'entre eux sont capables de donner une définition à peu près exacte d'une action... ce qui veut dire que, majoritairement, les Français ne le savent pas. D'où l'importance des grandes opérations de privatisations avec les campagnes et les shows qui les accompagnent. Selon l'enquête de 1992, 59 % des actionnaires auraient acheté leurs premières actions à l'occasion d'impulsions gouvernementales, comme les privatisations de 1986-1987 (30 %) ou le cadeau fiscal de la loi Monory en 1978 (19 %). « Si Rhône-Poulenc n'avait pas tout fait pour moi, jamais je n'aurais acheté d'actions », avoue encore Michel Vallon.

Le fossé à combler reste néanmoins impressionnant. La quasi-totalité des moins de 35 ans considèrent que la formation économique qu'ils ont reçue au lycée est peu utile, voire inutile, pour comprendre les placements. Aussi sévère que puisse paraître ce constat, il est pourtant porteur d'espoirs. Partant de bas, le niveau ne peut que monter. Déjà, les lycéens qui participent à un club d'investissement n'auront pas à rougir des connaissances financières qu'ils y auront acquises. « Il y a vingt ans, Georges Pompidou hésitait longuement pour savoir s'il allait employer le terme de PIB dans ses discours », se souvient Jean Saint-Geours. Aujourd'hui, la société moderne abreuve les gens de commentaires sur le contexte économique et ses mécanismes. Et même le résumé de la séance boursière à la fin du journal télévisé de 20 heures, dans le sillage du tiercé et de la météo.

Devant cette offre d'information pléthorique, trop spécifique, l'actionnaire risque d'avoir une indigestion. La demande doit s'organiser. A Nîmes ou à Nantes, à Bordeaux ou à Lille, les clubs d'investissement ont apporté leur réponse à ce problème. Ils sont orfèvres en matière de renseignements. *Suite page 82*

Les actions, chouchous des cadres parisiens



Répartition des actionnaires français selon la région et la CSP en 1992

Défenseurs des petits porteurs

Dévoués à leur cause, la SBF les accueille, la COB les protège et les associations font leur force.



M. DELUC

Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises.





KOHALFIREA

Colette Neuville, présidente de l'Association de défense des minoritaires.

Pierre Cotard, 39 ans, *charcutier-traiteur à Vertou*

Faire son marché à la banque

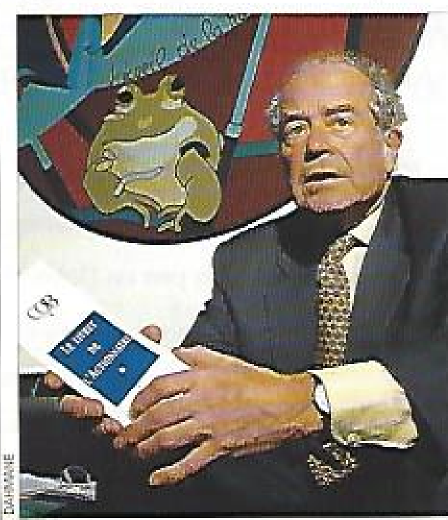


Déjà en 1987, Pierre Cotard avait goûté aux jeux boursiers en plaçant quelques économies dans les privatisations, notamment celles de Paribas et de la Société générale. Mais il s'y connaissait mal et avait préféré les revendre. Après les élections de 1993, le climat politique lui sembla meilleur et lui redonna confiance dans les actions. Chercher soi-même celles qui vont faire le coup de feu est bien plus gratifiant que d'avoir des parts de sicav. Et puis, surtout, la Bourse a changé. Pierre Cotard croyait que c'était un monde de spécialistes, une certaine haute finance réservée à des cercles de gens très fermés. Mais, aujourd'hui, les privatisations favorisent l'accès de la Bourse à tout le monde, et les informations que lui donne sa banque lui permettent de mieux la connaître. Il passe même de temps en temps à un « point Bourse », à son agence, où il rencontre parfois d'autres actionnaires pour échanger des points de vue de façon informelle. La banque lui donne également des dépliants pédagogiques sur la Bourse et des informations sur les sociétés – surtout les privatisées, bien sûr.

« Chaque membre du club est abonné à un journal différent, dont il photocopie et fait circuler les articles concernant les actions que nous avons », explique le colonel Gilbert Colombier, secrétaire du Collège des épargnants, une association de clubs d'investissement forte de 80 membres actifs. La revue de presse n'est qu'un préalable. « Tous les mois quelqu'un doit faire la présentation d'une société », déclare Jean-Pierre Brun, forgeron et membre du club « L'entre-côtes ». Chacun fait son enquête comme il veut, mais le cahier des charges ne laisse guère le temps de flâner.

Et chaque membre partage son expérience et ses connaissances. « Avec ma petite entreprise de serrurerie et de ferronnerie d'art, je fais des portails que je vends à Castorama, explique Jean-Pierre Brun. Du coup, je m'intéresse plus facilement aux valeurs liées au bâtiment et aux matériaux de construction, comme Lapeyre, Poliet, etc. » Au Collège des épargnants aussi, on compte sur l'avantage professionnel. « Dans un de nos clubs, nous avons mon fils qui fait des études de pharmacie et sa fiancée qui est laborantine, confie Gilbert Colombier. En étant quotidiennement dans ce vivier médical, ils sont bien placés pour juger des perspectives du secteur ou des produits de telle ou telle société pharmaceutique. » Ils viennent ainsi d'acheter des actions Synthélabo, la filiale pharmaceutique de L'Oréal.

Conscientes de ce besoin d'assistance dans l'actionnariat profond, les autorités boursières offrent une autre réponse : celle de l'informatisation. « C'est vrai que l'informatisation a tendance à désincarner et à déshumaniser la Bourse, admet



Jean Saint Geours, président de la COB.

Jean-François Théodore. Mais, techniquement, elle est en fait beaucoup plus accessible. Alors qu'il n'y avait qu'un petit millier de privilégiés qui pouvaient entrer au cœur du temple boursier voilà dix ans, tout Français qui dispose d'un téléphone ou d'un Minitel peut maintenant suivre la séance et passer des ordres en temps réel. » La convivialité est plus du ressort de la psychologie.

Les « points Bourse » recréent l'atmosphère ludique du Palais Brongniart

La SBF l'a prise en compte en développant le concept de « point Bourse » dans tout l'Hexagone. Intégrées dans des agences bancaires, ces boutiques de Bourses recréent localement l'atmosphère ludique du Palais Brongniart et des salles de marché. Quant aux entreprises, souvent gênées aux entournures par la pesanteur de ces milliers d'interlocuteurs privilégiés, elles sont aussi bien contentes de pouvoir compter sur leur inertie et sur leur fidélité. « C'est le rêve pour les managers, estime Jean-François Phélizon, directeur financier de Saint-Gobain, dont la dernière émission respecte l'intérêt des actionnaires. Ils sont les plus fidèles. Les plus difficiles à gérer sont les sicav françaises, qui sortent en un jour, les Anglo-Saxons, devant qui vous subissez chaque année un examen de passage, le noyau stable, mais ceux qui causent le moins de soucis sont les petits porteurs. »

Pour l'actionnariat populaire, le dernier bastion à prendre est celui des conseils d'administration. Les sept ou huit sociétés les plus ouvertes leur ont déjà offert un siège consultatif dans leur conseil. Hier chez Lafarge-Coppée, Saint-Gobain, à la Société générale ou au Crédit local de France, demain chez Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc et à la BNP. Pas de triomphalisme prématuré. Il ne s'agit encore que d'une fonction symbolique pour sceller la réconciliation. Mais ce strapontin pourrait prendre de l'ampleur dans les années à venir. Le président de la SBF en personne veut ainsi réunir ces ambassadeurs des petits porteurs au sein d'un comité de l'actionnariat individuel qu'il consultera systématiquement. A condition que ces élus du peuple nouvelle formule ne soient pas des représentants dorés sur tranche de l'establishment. Car la consolidation des acquis des petits porteurs n'est pas encore suffisamment assurée. Plus utilisée et plus abondante, la porcelaine n'en est que plus fragile.

Hedwige Chevrillon et Gilles Pouzin